

# LES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL S'EXPRIMENT...

## AVRIL 2021

LES CONTRIBUTIONS PUBLIÉES DANS CES PAGES N'ENGAGENT PAS  
LA RÉDACTION DU SITE DE LA VILLE



FRONT DE GAUCHE GENNEVILLOIS

### SE NOURRIR, SE LOGER, SE SOIGNER SONT DES DROITS FONDAMENTAUX

→ Aurélie  
Remacle

En 2019, 9,3 millions de personnes vivaient sous le seuil de pauvreté en France, et 5,5 millions de personnes étaient concernées par l'aide alimentaire.

La crise sanitaire a, depuis un an, gravement accéléré les crises sociale et environnementale qui sévissent depuis de nombreuses années. Il faut répondre à ces enjeux sociétaux.

Le domaine médical bénéficie d'un système qui garantit (en théorie) un accès au soin à toute personne pré-

sente sur le territoire français : la Sécurité Sociale, une avancée révolutionnaire lors de sa création en 1945. Créons, sur le même modèle, une Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) afin de faciliter l'accès à une alimentation saine et de soutenir les producteurs qui font le choix d'une agriculture responsable.

Il s'agirait d'allouer des fonds aux bénéficiaires, à utiliser dans un réseau de partenaires agréés répondant aux exigences définies par des comités de citoyens réunis localement dans des caisses de SSA (produits éthiques, locaux et de qualité).

Et si l'idée peut sembler irréaliste, la Sécurité Sociale, en son temps, a dû faire face aux mêmes critiques. L'alimentation doit sortir d'une logique de marché pour que ça change !



GRUPE SOCIALISTE, RÉPUBLICAIN, CITOYEN

### LA RÉFORME DU LYCÉE, ET MAINTENANT...

→ Laurent  
Noël

Près de 526 000 élèves de première planchent cette année sur les «épreuves communes de contrôle continu», cette nouvelle étape de l'examen national, avant la session finale qui se déroulera dans un an et demi.

Entre blocages des lycées par les élèves et professeurs en grève, de nombreuses épreuves ont été annulées ou reportées. Les professeurs de lycée craignent notamment que cette organisation locale des épreuves ne provoque des «ruptures d'égalité» dues aux disparités des sujets et des modes de correction. Les lycéens quant à eux oscillent entre angoisse, boycott et mobi-

lisation.

Le gouvernement choisit de mettre la réforme en place tout en réduisant les effectifs. Il favorise et encourage les heures supplémentaires. Face à cette réduction de la DHG (Dotation Horaire Globale), les établissements doivent choisir entre réduire le nombre de spécialités enseignées, ou refuser de dédoubler les groupes d'apprentissage.

En supprimant les séries, la réforme avait pourtant permis de récupérer des largesses budgétaires. Nous pouvions espérer que ces fonds soient investis dans l'accompagnement des élèves. Il n'en a rien été, au contraire, les postes d'assistant d'éducation et de conseiller d'orientation ne cessent de se réduire.

Vos élus socialistes sont mobilisés pour que nos établissements scolaires ne continuent pas de financer les baisses d'impôts pour les plus riches au détriment d'un enseignement de qualité qui est le meilleur investissement pour notre avenir.

Groupe.socialiste@ville-gennevilliers.fr ; 01 40 85 63 56



GENNEVILLIERS-ÉCOLOGIE/EUROPE-ÉCOLOGIE-LES VERTS

### ZFE, OU RELANCE DE LA DEMANDE ?

→ Richard  
Merra

Le Grand Paris a consulté sur la création d'une Zone à Faibles Émissions (ZFE). Les vies humaines en jeu et l'urgence permettent d'imposer ses mesures via le vote citoyen. Or, être pour l'écologie n'induit pas de soutenir sans questionnement, tout ce qui semble aller vers moins de CO<sub>2</sub>.

La « politique des petits pas » du Président permet au Libéralisme et au Productivisme de tirer profit de la situation.

Quel cynisme ! On attend des familles modestes, propriétaires d'anciennes voitures, qu'elles participent à la relance de l'industrie. Le reste sera indirectement payé par l'Etat via des aides à l'acquisition de nouveaux véhicules. On réédite le coup du choix impossible « entre la fin du mois et la fin de la planète ».

L'émergence croissante d'un sentiment de responsabilité vis-à-vis des gé-

nération futures produit un rejet de notre système de développement. Aussi le Libéralisme et le Productivisme organisent-ils une résistance construite sur des peurs : écologie = punition et pertes d'emplois.

L'autre vision est de cesser de simplifier la complexité et de s'extraire du modèle économique-industriel ne profitant qu'à quelques-uns. En matière environnementale, l'approche unique et globalisante n'existant pas, les démarches fondées sur des compromis réfléchis sont au plus près de ce qui se joue entre déplacements et incidences climatiques. Aussi, nous proposons des « bouquets de mesures » diversifiées et décentralisées. Une ZFE qui ne se préoccupe que du seul renouvellement automobile n'est pas dans cette recherche des équilibres.

Les libéraux font évidemment l'impasse sur d'autres types de déplacements. Choisisent-ils une ZFE lorsqu'ils refusent de suivre les recommandations de la « Convention Citoyenne » de taxer les véhicules lourds ? On l'aura compris, pour eux, l'automobile est un retour sur investissements pour les actionnaires et les transports en commun sont un coût. Or ces derniers sont bien une « valeur ajoutée » pour la ZFE.

Ne pas la voter serait être piégé dans une accusation d'immobilisme. Espérons au moins que la bourse des familles modestes sera épargnée par la crainte de provoquer un nouveau mouvement de gilets jaunes.

UNION DES GENNEVILLOIS•E•S

## CONTRIBUTION NON PARVENUE



ENSEMBLE POUR GENNEVILLIERS

### VIOLENCES ENTRE JEUNES... COMPRENDRE ET PRÉVENIR

→ Claire  
Fiquet

Ils-le-s ont entre 13 et 17 ans. Jeunes mineurs, ce sont nos enfants, ceux de nos villes, de nos quartiers. Face à ces drames terribles, il n'y a ni fatalité ni raccourci. Nous devons construire des réponses et interventions de prévention concertées avec les jeunes, les familles, les professionnels de l'éducation et du social, de la justice, le monde associatif.

Rejetons les affirmations simplistes et les mises en accusation stériles comme « les jeunes sont ultra violents, les parents sont démissionnaires, l'institution scolaire est défaillante, les réseaux sociaux néfastes ». Au contraire, privilégions une politique

volontariste de lutte contre le harcèlement et la violence avec les moyens d'agir au quotidien pour tous les professionnels concernés.

L'enfermement lié à la pandémie impacte de façon particulière les jeunes, dont le cadre de vie est souvent dégradé, renforçant leurs difficultés de vivre ce moment spécifique de leur vie, du passage de l'enfance à l'âge adulte. Cet âge de la crise d'adolescence qui les rend si vulnérables et qui nécessite donc un accompagnement spécifique.

Le droit reconnu par l'État à la protection des jeunes mineurs n'est pas ou mal assuré ; la complémentarité et la continuité éducative sont mises à mal.

Un besoin criant de plus d'humain, de soin et d'accompagnement psychique pour soutenir et accompagner ces jeunes et leur famille, des moyens pour la prévention, la médiation, pour une vraie politique publique de la jeunesse. Voilà les priorités.



LES GENNEVILLOIS

### DROIT DE RÉPONSE AU GENMAG DE MARS

→ Brice  
Nkonda

À la lecture du *Gennevilliers Magazine* du mois de mars, j'ai pu lire en page 11, à la rubrique « Décision de justice », la retranscription de l'actualité relative au renouvellement du Conseil Municipal. Un choix éditorial a été fait, celui d'informer les habitants de la situation politique visant Monsieur Lajili et moi-même. Cet article appelle plusieurs observations de ma part.

J'observe tout d'abord que cette majorité se fait un point « d'honneur » d'informer largement les habitants de la procédure dont je fais l'objet. Ce faisant, cela l'amène à extraire quelques mots choisis du jugement, oubliant de les contextualiser. Ce choix partiel et

partial retire de la pureté à la démarche et m'oblige à préciser que, dans mon affaire, rien n'est frauduleux : il s'agit d'une banque qui met trop de temps à ouvrir le compte de campagne d'un candidat.

J'observe ensuite que cette volonté de propager cette décision non définitive se décline sur différents supports de communication puisque, outre le *GenMag*, la newsletter de Patrice Leclerc ainsi que ses réseaux sociaux reprennent les mêmes éléments de langage, empreints de sensationnalisme. Tout cela dans la stricte volonté d'informer nos administrés, cela va de soi : il ne peut y avoir d'arrière-pensée politicienne vis-à-vis de leur principal opposant.

J'observe enfin qu'au-delà du fait que cette majorité se saisisse d'une affaire qui n'en est pas vraiment une, la procédure suit son cours et, à ce jour, je suis conseiller municipal et éligible. Et il n'est pas exclu que je le reste. Les efforts déployés pour me faire passer pour un fraudeur traduisent la peur de nous voir poursuivre notre progression, la progression d'une équipe qui s'engage humainement et financièrement pour faire vivre notre « démocratie » locale.



LES RÉPUBLICAINS

### LES VIOLENCES

→ Jacqueline  
Marichez-  
Cléro

Le diagnostic est clair : la violence, longtemps niée par certains, se répand partout en France. Voitures brûlées, policiers attaqués dans des guet-apens, pompiers caillassés, rixes entre jeunes, agressions au couteau ...

Les origines de ces violences, selon des politiques de gauche et des médias aux ordres, seraient essentiellement liées à des problèmes sociaux et économiques. Sans nier la pertinence de ces assertions, d'autres causes sont à prendre en compte. Notamment, la culture est délaissée, l'éducation dégradée, l'immigration sans contrôle. De plus, d'aucuns parmi les élites (au premier chef, notre Président de la République) soufflent sur le feu mettant en avant la culture de l'excuse. Cette attitude fondée sur des analyses anachroniques (esclavage, colonisa-

tion par exemple) n'apporte aucune solution, bien au contraire. L'angélisme qui a perduré depuis des dizaines d'années ne peut plus être de mise et déresponsabilise tous les intervenants. Le « vivre ensemble » de la gauche a explosé en plein vol.

Les solutions à court terme doivent permettre de rétablir le droit de notre peuple à la sécurité physique, judiciaire, intellectuelle. Cela implique que nos policiers doivent avoir notre soutien total, que nos juges aient les moyens d'appliquer les lois et les sanctions juridiques. Les jugements du type « rappel à la loi » (au lieu d'une vraie condamnation) ne doivent être qu'exceptionnels.

Les solutions à moyen terme concernent une reconstruction de l'autorité dans la société, dans l'école, dans les familles. La tâche est immense au regard des abandons depuis des dizaines d'années.

À long terme, les Français doivent être consultés et un référendum devra être organisé sur l'immigration, ce qui permettra de s'exonérer des oukases de l'Union Européenne et d'expulser les délinquants étrangers qui pourrissent la vie de nos concitoyens.

Dernier souhait : Que le Premier Ministre fasse son travail et traite tous les dossiers et pas seulement le Covid.